

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars en juin 2002

Un excédent budgétaire de 4,0 milliards de dollars a été affiché en juin 2002, comparativement à un excédent de 2,8 milliards en juin 2001¹. D'importants excédents ont été dégagés en juin depuis 1996-1997, principalement sous l'effet de l'inclusion des acomptes provisionnels trimestriels de l'impôt sur le revenu des particuliers. L'amélioration du solde budgétaire d'une année sur l'autre est surtout attribuable à la hausse des recettes budgétaires, résultant en partie d'une forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année. De plus, des facteurs techniques ponctuels, notamment les rajustements liés à des mois antérieurs et le calendrier de réception des paiements, ont eu des répercussions positives sur les recettes en juin 2002.

Excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars d'avril à juin 2002

L'excédent budgétaire pour la période d'avril à juin 2002 est estimé à 4,8 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 9,6 milliards pour la même période en 2001-2002. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre découle en grande partie des versements finaux au titre de l'impôt sur le revenu pour l'année d'imposition 2001. Cette situation était prévue, étant donné, d'une part, les formidables gains en capital nets enregistrés pour l'année d'imposition 2000, qui avaient donné lieu à des versements finaux records au titre de l'impôt sur le revenu en avril et en mai 2001, et d'autre part, le fléchissement des marchés boursiers en 2001, qui a entraîné une hausse des remboursements et une baisse des paiements de règlement en avril et en mai 2002.

¹ Certains problèmes touchant les systèmes au regard de l'impôt sur le revenu des particuliers et des remboursements de la taxe sur les produits et services ont eu une incidence sur les recettes budgétaires enregistrées d'avril à juin 2001. Cela a donné lieu à une surestimation de l'excédent budgétaire d'avril 2001 et à une sous-estimation de ceux de mai et de juin. Cette situation sera toutefois sans effet sur les résultats définitifs de l'exercice. Le montant de l'excédent de juin 2001 avait d'abord été estimé à 2,5 milliards de dollars.

Résultats budgétaires en juin 2002

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 8,3 %, en juin 2002.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont progressé de 0,9 milliard, soit 11,8 %, surtout sous l'effet de la hausse des retenues sur le revenu d'emploi découlant de la forte croissance de l'emploi depuis le début de l'année. De plus, le calendrier des paiements et les rajustements liés à des périodes antérieures ont contribué au gain affiché en juin 2002.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont fléchi de 0,1 milliard, ou 5,1 %, en raison de l'augmentation des remboursements au titre de l'impôt payé en trop par le passé.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi sont demeurées à peu près inchangées, la diminution des taux de cotisation (les cotisations de l'employé en 2002 sont de 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables, comparativement à 2,25 \$ en 2001) étant compensée par l'augmentation du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

| | juin | | d'avril à juin | |
|--|---------|--------|----------------|-----------|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | (M\$) | | | |
| Opérations budgétaires | | | | |
| Recettes | 15 349 | 16 627 | 47 274 | 43 232 |
| Dépenses de programmes | -9 446 | -9 569 | -27 816 | -29 599 |
| Solde de fonctionnement | 5 903 | 7 058 | 19 458 | 13 633 |
| Frais de la dette publique | -3 111 | -3 022 | -9 904 | -8 865 |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 2 792 | 4 036 | 9 554 | 4 768 |
| Opérations non budgétaires | -7 887 | -7 887 | -10 348 | -12 559 |
| Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues) | -5 095 | -3 851 | -794 | -7 791 |
| Opérations de change | 449 | -607 | 312 | -1 255 |
| Solde financier net | -4 646 | -4 458 | -482 | -9 046 |
| Variation nette des emprunts | -8 170 | -3 419 | -8 983 | 2 078 |
| Variation nette de l'encaisse | -12 816 | -7 877 | -9 465 | -6 968 |
| Encaisse à la fin de la période | | | 3 708 | 4 979 |

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations mensuelles établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

- Les droits et les taxes d'accise ont augmenté de 0,3 milliard, soit 10,5 %, surtout sous l'effet d'une forte hausse des recettes de la taxe sur les produits et services (TPS), résultat d'augmentations des recettes brutes perçues et d'une baisse des remboursements.
- Les recettes non fiscales ont grimpé en flèche, résultat du calendrier des paiements. Elles avaient diminué en mai.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 1,3 %, la baisse des dépenses liées à la défense ainsi que des subventions et des autres transferts ayant neutralisé une grande partie des augmentations des autres principales composantes.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 7,9 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 6,5 %, en raison de l'augmentation du nombre de personnes ayant droit aux prestations et de la majoration des prestations moyennes, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation de 10,9 % des prestations d'assurance-emploi est attribuable à la hausse des prestations ordinaires, le nombre de bénéficiaires ayant augmenté, et aux améliorations apportées au programme.

- Les transferts aux autres administrations ont progressé de 4,2 %, en raison de la hausse des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette majoration fait suite à l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 en vue de faire passer le financement de base de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, soit la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont chuté de 4,9 %, par suite de la diminution des subventions et des autres transferts ainsi que des dépenses ayant trait à la défense. La fluctuation mensuelle de ces composantes est attribuable en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,9 % d'une année sur l'autre, et ce, uniquement en raison de la diminution du taux d'intérêt effectif moyen, étant donné que l'encours de la dette portant intérêt a légèrement augmenté.

Tableau 2

Recettes budgétaires

| | juin | | variation | d'avril à juin | | variation |
|--|--------|--------|-----------|----------------|-----------|-----------|
| | 2001 | 2002 | | 2001-2002 | 2002-2003 | |
| | (M\$) | (M\$) | (%) | (M\$) | (M\$) | (%) |
| Impôts sur le revenu | | | | | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 7 382 | 8 250 | 11,8 | 23 560 | 20 062 | -14,8 |
| Impôt sur le revenu des sociétés | 2 312 | 2 194 | -5,1 | 6 832 | 5 340 | -21,8 |
| Autres | 243 | 242 | -0,4 | 913 | 806 | -11,7 |
| Total des recettes d'impôt sur le revenu | 9 937 | 10 686 | 7,5 | 31 305 | 26 208 | -16,3 |
| Cotisations d'assurance-emploi | 1 748 | 1 729 | -1,1 | 5 327 | 5 240 | -1,6 |
| Taxes et droits d'accise | | | | | | |
| Taxe sur les produits et services | 1 916 | 2 177 | 13,6 | 5 747 | 6 508 | 13,2 |
| Droits de douane à l'importation | 278 | 314 | 12,9 | 673 | 802 | 19,2 |
| Taxes de vente et d'accise | 794 | 783 | -1,4 | 2 174 | 2 285 | 5,1 |
| Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien | | 28 | | | 48 | |
| Total des taxes et droits d'accise | 2 988 | 3 302 | 10,5 | 8 594 | 9 643 | 12,2 |
| Total des recettes fiscales | 14 673 | 15 717 | 7,1 | 45 226 | 41 091 | -9,1 |
| Recettes non fiscales | 676 | 910 | 34,6 | 2 048 | 2 141 | 4,5 |
| Total des recettes budgétaires | 15 349 | 16 627 | 8,3 | 47 274 | 43 232 | -8,6 |

Résultats budgétaires d'avril à juin 2002

L'excédent budgétaire pour les trois premiers mois de l'exercice 2002-2003 a été estimé à 4,8 milliards de dollars, par rapport à l'excédent de 9,6 milliards déclaré pour la même période en 2001-2002. Cette diminution s'explique par la baisse des recettes budgétaires, qui tient surtout à des facteurs touchant l'année d'imposition 2001, et à la hausse des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Les recettes budgétaires ont baissé de 4,0 milliards de dollars, soit 8,6 %, d'une année sur l'autre.

Parmi les principales composantes :

- Les recettes d'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,5 milliards, soit 14,8 %. La quasi-totalité de cette baisse est due à des versements finaux plus bas et à des remboursements plus élevés relativement à l'année d'imposition 2001, du fait de la faiblesse des marchés boursiers et de la diminution des gains en capital nets qui en a découlé. Il faut toutefois remarquer que les résultats enregistrés pour la même période

en 2001 ont été la conséquence des formidables gains enregistrés sur les marchés boursiers en 2000, qui ont donné lieu à des paiements de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Les résultats obtenus jusqu'ici s'expliquent également par l'incidence des réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts attribuable à la hausse du revenu d'emploi a compensé en partie ces répercussions.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont fléchi de 1,5 milliard, soit 21,8 %, surtout en raison des remboursements plus élevés découlant de l'impôt versé lors d'années antérieures. De plus, les acomptes provisionnels versés chaque mois sont plus bas, car ils sont calculés d'après l'impôt à payer pour 2001, année où les bénéfices des sociétés ont chuté.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont légèrement baissé, principalement en raison de la diminution des taux de cotisation en 2002.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

| | juin | | | d'avril à juin | | |
|---|---------------|---------------|-------------|----------------|---------------|--------------|
| | 2001 | 2002 | variation | 2001-2002 | 2002-2003 | variation |
| | (M\$) | | (%) | (M\$) | | (%) |
| Paiements de transfert | | | | | | |
| Particuliers | | | | | | |
| Prestations aux aînés | 2 050 | 2 184 | 6,5 | 6 204 | 6 562 | 5,8 |
| Prestations d'assurance-emploi | 903 | 1 001 | 10,9 | 2 891 | 3 472 | 20,1 |
| Total | 2 953 | 3 185 | 7,9 | 9 095 | 10 034 | 10,3 |
| Autres ordres de gouvernement | | | | | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 1 442 | 1 550 | 7,5 | 4 325 | 4 650 | 7,5 |
| Transferts fiscaux | 1 057 | 1 056 | -0,1 | 3 099 | 3 096 | -0,1 |
| Paiements de remplacement pour programmes permanents | -200 | -210 | 5,0 | -600 | -630 | 5,0 |
| Total | 2 299 | 2 396 | 4,2 | 6 824 | 7 116 | 4,3 |
| Dépenses de programmes directes | | | | | | |
| Subventions et autres programmes | | | | | | |
| Agriculture | 152 | 7 | -95,4 | 381 | 64 | -83,2 |
| Affaires étrangères | 141 | 88 | -37,6 | 325 | 213 | -34,5 |
| Santé | 75 | 82 | 9,3 | 273 | 324 | 18,7 |
| Développement des ressources humaines | 86 | 95 | 10,5 | 239 | 275 | 15,1 |
| Affaires indiennes et du Nord | 255 | 300 | 17,6 | 1 171 | 1 163 | -0,7 |
| Industrie et développement régional | 174 | 148 | -14,9 | 326 | 317 | -2,8 |
| Anciens combattants | 123 | 137 | 11,4 | 366 | 418 | 14,2 |
| Autres | 196 | 197 | 0,5 | 684 | 520 | -24,0 |
| Total | 1 202 | 1 054 | -12,3 | 3 765 | 3 294 | -12,5 |
| Paiements aux sociétés d'État | | | | | | |
| Société Radio-Canada | 80 | 74 | -7,5 | 320 | 332 | 3,8 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 158 | 159 | 0,6 | 474 | 489 | 3,2 |
| Autres | 110 | 116 | 5,5 | 439 | 476 | 8,4 |
| Total | 348 | 349 | 0,3 | 1 233 | 1 297 | 5,2 |
| Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital | | | | | | |
| Défense | 1 009 | 730 | -27,7 | 2 018 | 2 107 | 4,4 |
| Ensemble des autres dépenses ministérielles | 1 635 | 1 855 | 13,5 | 4 881 | 5 751 | 17,8 |
| Total | 2 644 | 2 585 | -2,2 | 6 899 | 7 858 | 13,9 |
| Total des dépenses de programmes directes | 4 194 | 3 988 | -4,9 | 11 897 | 12 449 | 4,6 |
| Total des dépenses de programmes | 9 446 | 9 569 | 1,3 | 27 816 | 29 599 | 6,4 |
| Frais de la dette publique | 3 111 | 3 022 | -2,9 | 9 904 | 8 865 | -10,5 |
| Total des dépenses budgétaires | 12 557 | 12 591 | 0,3 | 37 720 | 38 464 | 2,0 |
| Poste pour mémoire : | | | | | | |
| total des transferts | 6 454 | 6 635 | 2,8 | 19 684 | 20 444 | 3,9 |

- Les recettes liées aux droits et aux taxes d'accise ont augmenté de 1,0 milliard, soit 12,2 %, surtout en raison de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douane à l'importation, et de la hausse des droits et des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont progressé de 4,5 %.

D'avril à juin 2002, les dépenses de programmes ont augmenté de 1,8 milliard de dollars, soit 6,4 %, comparativement à la même période l'an dernier.

- Les transferts aux particuliers ont grimpé de 10,3 %, reflétant à la fois l'augmentation des prestations aux aînés et celle des prestations d'assurance-emploi.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,3 %, sous l'effet de la hausse des transferts en espèces dans le cadre du TCSPS. Les droits au titre des programmes de transferts fiscaux sont quant à eux demeurés à peu près inchangés, ce qui tient surtout au calendrier des paiements.
- Les dépenses de programmes directes ont augmenté de 4,6 %. Au cours des premiers mois de l'exercice, l'évolution de cette composante tient en grande partie au calendrier des paiements.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,0 milliard de dollars, soit 10,5 %, en raison de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette.

Besoins financiers de 7,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril à juin 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont contractées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire en ce sens qu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires, aux autres comptes à fins

déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs financiers. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 12,6 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 10,3 milliards pour la même période en 2001-2002.

De ce fait, si l'on considère l'excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars et les besoins nets de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juin 2002 s'est soldée par des besoins financiers (opérations de change exclues) de 7,8 milliards, comparativement à des besoins financiers de 0,8 milliard pour la même période l'an dernier.

Besoins financiers nets de 9,0 milliards de dollars d'avril à juin 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale en devises pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions fournies au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, une baisse du niveau de ces réserves constitue une ressource. En tenant compte de tous ces facteurs, les trois premiers mois de l'exercice 2002-2003 ont donné lieu à des besoins nets de 1,3 milliard de dollars, comparativement à des ressources nettes de 0,3 milliard pour la même période en 2001-2002.

Étant donné un excédent budgétaire de 4,8 milliards de dollars, des besoins nets de 12,6 milliards au titre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,3 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets pour la période d'avril à juin 2002 se sont élevés à 9,0 milliards, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la même période en 2001-2002.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

| | juin | | d'avril à juin | |
|--|--------|--------|----------------|-----------|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | | (M\$) | |
| Solde budgétaire (déficit ou excédent) | 2 792 | 4 036 | 9 554 | 4 768 |
| Prêts, placements et avances | | | | |
| Sociétés d'État | 52 | 62 | 232 | 77 |
| Autres | 92 | 63 | 33 | 93 |
| Total | 144 | 125 | 265 | 170 |
| Comptes à des fins déterminées | | | | |
| Compte du Régime de pensions du Canada | -670 | -116 | -443 | 155 |
| Comptes de pension de retraite | -302 | -508 | -496 | -595 |
| Autres | -75 | -112 | -22 | -166 |
| Total | -1 047 | -736 | -961 | -606 |
| Autres opérations | -6 984 | -7 276 | -9 652 | -12 123 |
| Total des opérations non budgétaires | -7 887 | -7 887 | -10 348 | -12 559 |
| Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues) | -5 095 | -3 851 | -794 | -7 791 |
| Opérations de change | 449 | -607 | 312 | -1 255 |
| Solde financier net | -4 646 | -4 458 | -482 | -9 046 |

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

| | juin | | d'avril à juin | |
|---|---------|--------|----------------|-----------|
| | 2001 | 2002 | 2001-2002 | 2002-2003 |
| | | | (M\$) | |
| Solde financier net | -4 646 | -4 458 | -482 | -9 046 |
| Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts | | | | |
| Payables en dollars canadiens | | | | |
| Obligations négociables | -3 187 | -3 897 | -2 041 | -6 053 |
| Obligations d'épargne du Canada | -86 | -161 | -166 | -312 |
| Bons du Trésor | -3 600 | 700 | -4 600 | 8 700 |
| Autres | -4 | -6 | -4 | -8 |
| Total | -6 877 | -3 364 | -6 811 | 2 327 |
| Payables en devises | | | | |
| Obligations négociables | 0 | 0 | -1 576 | 0 |
| Billets et prêts | -41 | | -41 | |
| Bons du Canada | -1 252 | -55 | -382 | -249 |
| Billets du Canada | 0 | 0 | -173 | 0 |
| Total | -1 293 | -55 | -2 172 | -249 |
| Variation nette des emprunts | -8 170 | -3 419 | -8 983 | 2 078 |
| Variation de l'encaisse | -12 816 | -7 877 | -9 465 | -6 968 |

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif¹

| | 31 mars 2002 | 30 juin 2002 | variation |
|---|----------------|----------------|---------------|
| | | (M\$) | |
| Passif | | | |
| Créditeurs, charges à payer et provisions | 41 014 | 29 206 | -11 808 |
| Dette portant intérêt | | | |
| Régimes de retraite et autres comptes | | | |
| Régimes de retraite du secteur public | 127 209 | 126 614 | -595 |
| Régime de pensions du Canada (net des titres détenus) | 6 756 | 6 911 | 155 |
| Autres régimes de retraite et autres comptes | 7 454 | 7 288 | -166 |
| Total des régimes de retraite et autres comptes | 141 419 | 140 813 | -606 |
| Dette non échue | | | |
| Payable en dollars canadiens | | | |
| Obligations négociables | 293 865 | 287 791 | -6 074 |
| Bons du Trésor | 94 200 | 102 740 | 8 540 |
| Obligations d'épargne du Canada | 23 759 | 23 654 | -105 |
| Autres | 3 390 | 3 383 | -7 |
| Total partiel | 415 214 | 417 568 | 2 354 |
| Payable en devises | 27 033 | 26 782 | -251 |
| Total de la dette non échue | 442 247 | 444 350 | 2 103 |
| Total de la dette portant intérêt | 583 666 | 585 163 | 1 497 |
| Total du passif | 624 680 | 614 369 | -10 311 |
| Actif | | | |
| Encaisse et débiteurs | 14 796 | 8 168 | -6 628 |
| Comptes d'opérations de change | 52 119 | 53 374 | 1 255 |
| Prêts, placements et avances (nets des provisions) | 16 387 | 16 217 | -170 |
| Total de l'actif | 83 302 | 77 759 | -5 543 |
| Déficit accumulé (dette publique nette) | 541 378 | 536 610 | -4 768 |

¹ Selon un solde budgétaire de 6 milliards de dollars en 2001-2002.

La revue financière

Hausse de 2,1 milliards de dollars des emprunts nets d'avril à juin 2002

Pour financer ces besoins financiers nets, le gouvernement a haussé de 2,1 milliards de dollars son encours de la dette contractée sur les marchés à la fin de juin 2002 et a réduit de 7,0 milliards ses encaisses, les établissant à 5,0 milliards. Le niveau des encaisses varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

